

Intimidations inacceptables contre un élu CGT et d'autres représentant-es syndicaux

Vendredi 26 janvier, à l'issu d'une commission FS-Santé et Sécurité, déclenchée par l'alerte déposée par la CGT et la FSU, notre élu CGT et les représentant-e de la FSU ont été pris à parti, insulté-es, filmé-es contre leur gré et invectivé-es par un petit groupe d'enseignant-es de l'établissement.

« On va vous découper », intimidation physique et menaces de mort ont été proférées contre nos élus départementaux.

La Cgt dénonce avec force ces atteintes insupportables à l'exercice du droit syndical et ces menaces personnelles contre nos représentants. S'attaquer à nos élus, c'est s'attaquer à l'ensemble de la CGT. Ces agressions inadmissibles témoignent de la situation pathogène dans l'établissement à laquelle nos élus à la FS souhaitent mettre un terme.

Les conditions de travail et la santé des personnels sont nos priorités, c'est pour cela que nous alertons le rectorat et le ministère depuis longtemps sur la situation nocive au sein de l'établissement. En effet, depuis plusieurs années, les alertes RPS - Risques Psycho-sociaux- s'y multiplient : personnels placés en CITIS – Congé pour invalidité temporaire imputable au service, situation de harcèlement reconnue au tribunal de Montreuil, plusieurs procédures juridiques en cours au TA mettant en cause le management agressif de la cheffe d'établissement, visite du CHSCT-D mêlant élu-es syndicaux et représentant-es de la Direction Académique confirmant les situations de souffrance au travail et les pleines responsabilités de la direction.

L'agression des élus syndicaux ce 26 janvier n'est qu'une partie émergée de la brutalité managériale en cours dans l'établissement. Celle-ci est source de divisions, de comportements clientélistes et d'un climat délétère. La CGT dénonce la pleine responsabilité du rectorat et de la Direction Académique dans le pourrissement de la situation et l'impunité d'un système néfaste déjà en place.

**La devise historique de la CGT reste le cadre de notre action :
« Bien-être, liberté et solidarité » pour tous les personnels.**

La CGT Educ'Action 93
Le 29 janvier